



MOUVEMENT LUTTES SOLIDARITÉS TRAVAIL

LST Andenne . LST Condroz - Famenne - Ardennes . LST Hainaut . LST Namur

Fédération Lutttes Solidarités Travail asbl

RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2024



Introduction

Durant l'année 2024, notre démarche "Voir-Juger-Agir", fondement des pratiques en Education Permanente, s'est concentrée sur les programmes pré-électoraux des partis politiques et surtout les orientations que prenaient les différentes majorités sorties des urnes. Après avoir travaillé avec d'autres associations durant les deux années précédentes le thème de la déshumanisation¹ et des violences institutionnelles développées à l'égard de populations particulièrement opprimées, nous pressentions que les évolutions à tous les niveaux de pouvoir seraient très éloignées de nos préoccupations de tolérance, de justice sociale, d'accueil et d'écoute des populations les plus pauvres. Ensuite, au regard de nos réalités de vie actuelles et passées, nous avons analysé les grandes lignes des différentes déclarations de politiques et projets des majorités formées ou en formation, afin d'en retirer les grandes tendances.

Nos interpellations au Parlement de Wallonie, le 17 octobre 2024, dans le cadre de la "Journée mondiale du refus de la misère", portaient les constats suivants :

- un développement de mesures répressives et discriminatoires à l'égard des populations les plus pauvres,
- une augmentation des inégalités,
- un accroissement des dérégulations en matière d'emploi et des protections sociales,
- des mesures violentes à l'égard des chômeurs et des malades de longue durée,
- une fragilisation de la sécurité sociale et des services publics.

Autant de réalités, de faits, que nous dénonçons depuis toujours.

Dans ce cadre, nous avons réalisé et diffusé nos interpellations à travers une "Piqûre de rappel"² qui reprend nos revendications importantes en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

C'est à travers un travail collectif d'expression et d'analyse de nos réalités de vie que nous élaborons les constats et les revendications que nous construisons et diffusons.

Ce Rapport moral pour l'année 2024 en est un modeste reflet.

Il met en évidence un certain nombre de nos pratiques et actions dans le cadre de l'Education Permanente et du Centre d'Expression et Créativité. Pour nous, l'essentiel, moins visible, repose dans les engagements humains, volontaires et solidaires, de toutes les personnes qui s'engagent dans ce défi que nous portons depuis une cinquantaine d'années : Pour bâtir un monde plus juste, osons le rassemblement pour résister à la misère, pour sortir de la transparence et redire avec force que les choses doivent changer... et pas dans le sens qui se profile actuellement.

On vous souhaite une bonne lecture et pourquoi pas une rencontre... et peut-être plus !



CONSTRUIRE NOTRE PAROLE COLLECTIVE

LES RÉUNIONS DES CAVES - LES PERMANENCES - LES ASSEMBLÉES
DE MILITANTS - LES ATELIERS FAMILLE - LE JOURNAL - LES ATELIERS



LES RÉUNIONS DES CAVES

Les Caves constituent un lieu de débats et d'analyses essentiel pour construire notre citoyenneté et nos interpellations. Nous nous réunissons régulièrement dans chaque région : à Namur, Andenne, Rochefort, Fontaine l'Évêque. La méthode du « voir-juger-agir » est appliquée de manière adaptée à chaque réalité locale.

A Andenne

Durant quelques rencontres, nous avons souligné **l'importance de se rassembler parce qu'ensemble nous sommes plus forts !** Se rassembler implique de se mobiliser et de mobiliser d'autres autour de nous : familles, amis, voisins, connaissances. Le journal La Main dans La Main (LMDLM) est un outil précieux pour aller à la rencontre et mobiliser autour de soi.

Qui dit 2024 dit année des **élections en juin et octobre**, élections qui ont fait l'objet d'une réflexion durant plusieurs de nos rencontres Cave. Voter : une obligation ou un droit ? Comment exprimer un vote valide ? Quels seront les pouvoirs des élus ? En quoi cela concerne-t-il notre quotidien ?

Nous essayons de répondre au **test électoral de la RTBF** en répondant ensemble aux différentes questions. Cela nous a permis d'échanger et de débattre sur certains sujets. Concernant les élections d'octobre 2024, à propos des compétences de la commune et des représentations : Quels sont les pouvoirs de décisions du Conseil communal ?

Nous visionnons **10 petites capsules vidéo** (de JL Piraux) sur le statut cohabitant. Nous poursuivons ensemble l'analyse de ces réalités de cohabitation qui souvent nous fragilisent ou nous sanctionnent. Comment construire un droit au logement, comment assurer une vie de famille digne sans subir les effets négatifs de ces législations qui sanctionnent la cohabitation ?

Nous tentons d'analyser la **Déclaration Politique Régionale (DPR)**. Il s'agit des projets du Gouvernement wallon pour les 5 prochaines années. Quel avis avons-nous sur ces mesures ? Nous abordons les chapitres sur le logement et la santé. Nous mettons le doigt sur des aspects qui interpellent à propos du lien entre emploi et santé, de l'image qu'on a de nous-mêmes et que la société a de nous, du coût de la santé, des maladies orphelines...

Nous échangeons sur nos différentes **mobilisations citoyennes** : l'interpellation au Parlement de Wallonie (17 octobre 2024) ; le débat sur le documentaire « Moins et Mieux » au Cinex...

A Fontaine l'Evêque

Des personnes et familles de Couillet, de Charleroi quartier de l'Alouette, Fontaine l'Evêque, et d'autres communes voisines participent aux Caves du Hainaut. Elles se déroulent généralement à Fontaine dans une salle paroissiale ou encore chez les habitants ou dans le lieu public de certains groupes locaux (Couillet, cité de l'Alouette, etc.). Nous préparons les thématiques dans les échanges et rencontres avec les délégués locaux.

Les thématiques abordées portaient sur :

Le harcèlement scolaire avec des situations critiques pour les enfants de certaines familles. Comment réagir et faire bouger les structures (écoles, services, droits des jeunes, PMS, etc..),

Les problèmes de logement, expulsions, insalubrité, fin de bail, logement protégé.

Rencontres et débats avec les habitants d'un logement communautaire qui dépend du CPAS.

Les points de la DPR : Les soins de santé, le logement social et son évolution identifiés dans la DPR au chapitre du logement public.

A Namur

L'année 2024 était une année d'élections pour la population belge, élections fédérales et européennes en juin 2024 et aux niveaux communal et provincial en octobre 2024. Sur Namur, nos rencontres des Caves ont permis de développer des réflexions collectives sur les enjeux de ces différentes élections. Par exemple dès les premières réunions de 2024, nous prenons connaissance des programmes des différents partis pour comprendre quelles sont leurs orientations par rapport à de grands thèmes tels que le logement, la lutte contre les inégalités, la sécurité d'existence, les enfants et l'école, les soins de santé, les personnes à la rue, les services publics, la famille etc... Nous utilisons entre autres le questionnaire réalisé par la RTBF pour évaluer vers quelles tendances politiques on se situe en fonction des réponses données.

Dans une série de rencontres Caves, nous abordons **le logement**.

Nous découvrons des informations intéressantes dans des tableaux de l'IWEPS regroupées par le Centre d'Etudes en Habitat Durable de Wallonie. Il y a de nombreuses informations que nous mettrons en relation avec nos réalités de vie et les intentions affichées par le nouveau Gouvernement dans la DPR wallonne à propos du logement social.

Par exemple, nous apprenons que dans la période 2002 à 2021 la majorité des locataires de logement social (entre 75% et 80%) sont des allocataires sociaux sous différents statuts, pension, chômage, maladie, handicap...). Les autres, +/- 20% ont des revenus autres, dont le travail. Ces chiffres varient légèrement en 2021 avec une diminution de 2% des locataires avec un emploi. Cette réalité illustre que pour une majorité des locataires, le logement social s'adresse à des populations précaires, pour qui l'accès au marché locatif privé ou à la propriété n'est pas possible. Les chiffres montrent à la fois l'importance du logement social pour des personnes et familles fragilisées et laissent imaginer les réalités de vie de la majorité des locataires.

Ces informations nous permettent aussi de décoder ensemble les mesures que nous découvrons dans **la DPR du nouveau Gouvernement Wallon**. « Le logement comme ascenseur social », ou encore « on n'est pas dans le logement social à vie » illustre la volonté de ce Gouvernement de réduire le « droit au logement pour tous » à une sorte d'avantage qui se mérite dans la mesure où le locataire (ou candidat) prouve sa volonté à activer un ascenseur social. Nous aborderons aussi les projets en matière de limitation des allocations de chômage à deux ans et les conséquences en cascade de telles mesures

On peut dire que nos démarches constituent des « analyses d'impact » de certaines législations sur les populations les plus pauvres. Au-delà de ces exemples qui montrent notre manière de réfléchir ensemble et de construire nos interpellations collectivement, d'autres thématiques ont encore été abordées. Entre autres, celles en lien avec les droits des familles, la répression de la mendicité à Namur, le droit au logement, la gentrification de certains quartiers etc...



A Rochefort (CFA)

Comme dans les autres locales, les élections régionales, fédérales et communales ont mobilisé notre réflexion. En lien avec nos Assemblées de militants nos réflexions ont particulièrement porté sur les thèmes suivant :

Les plus pauvres et les surplus.

Nous réfléchissons sur les « donneries », les banques alimentaires, les « colis » et autres distributions de surplus. C'est souvent notre seul recours lorsque nous devons tout compter. Souvent nous n'avons pas le choix, mais on mesure la honte et la dépendance que cela produit. On y est souvent mal considéré. On se rend compte aussi que tout cela représente les déchets de la société... C'est nous ou la poubelle... Et que se passera-t-il lorsqu'il n'y aura plus de déchets ? Nous sommes inquiets de ces politiques qui organisent et favorisent cette distribution de déchets... Autre chose est lorsqu'on peut s'organiser pour se partager des choses, s'échanger. On est alors plus « d'égal à égal ».

Le logement : Quelle galère !

La question du logement revient sans cesse. Nous nous rendons compte que nous sommes à peu près toutes et tous dans des situations précaires de logement (vente de l'immeuble, fin de bail non renouvelé, logement social non réattribué, ...). Nous comptons nous informer sur le Plan communal du logement de Rochefort et interpellier les autorités à ce sujet.

La rareté des services en milieu rural.

Notre région est en milieu rural. Nous constatons la difficulté d'accès aux divers services. La mobilité d'abord avec bus et train en quantité très limitée. Habiter la campagne sans voiture est une gageure : le peu de magasins dans les villages, les services bancaires de plus en plus rares, au niveau de la santé : hôpitaux fort loin, peu de médecins...

La violence des services.

On prend connaissance des nouveaux projets politiques (et surtout de la DPR) : limitation des allocations de chômage, remise au travail des malades de longue durée, accès limité aux logements sociaux, ... On y oppose les « bons » travailleurs et les « mauvais » chômeurs. Comme si les pauvres, les faibles étaient responsables de leur état. On relate nos diverses expériences de fréquentation des services censés nous aider. On y est souvent mal accueilli, jugé. **C'est surtout cette violence institutionnelle qui nous empêche d'avancer.**

LES PERMANENCES

Chaque locale veille à garantir des lieux et des temps d'accueil et d'écoute, accessible à tous et plus particulièrement à tout qui veut franchir la porte de LST. Nous y échangeons des informations et des expériences dans le but de nous donner les moyens de connaître, défendre et faire respecter nos droits.



Le lieu du premier accueil

Une à deux fois par semaine, la maison est ouverte pour ces permanences, c'est un lieu d'accueil, de solidarité, d'échanges : une porte ouverte.



A Namur

Deux matinées par semaine, c'est un lieu d'accueil, de solidarité, d'échanges. Un lieu d'information sur nos droits, un lieu de discussions, un lieu d'ouverture vers l'extérieur.

Cette année, les débats ont souvent été orientés sur les élections. Nous avons organisé des temps de réflexion et de formation autour des élections, en collaboration avec des intervenants de AFICO et du PAC. Nous nous sommes également rendus au Musée du Capitalisme.

Le 28 novembre 2024, lors d'une **rencontre "d'arpentage"** organisée à LST en collaboration avec l'association PAC, nous étions une vingtaine de personnes venant des différentes locales de LST. Nous avons fait des lectures autour du thème : " On ne peut pas accueillir toute la misère du monde" dont nous avons partagé quelques extraits dans trois sous-groupes. Une rencontre très riche qui nous a fait découvrir entre autres, comment fonctionne la "pyramide de la haine" qui repose sur une banalisation de multiples discriminations et mépris, rencontrés dans la vie quotidienne. Mais nous avons une nouvelle fois mesuré la violence vécue par les personnes qui ne maîtrisent pas la lecture devant une activité aussi simple que pouvoir "lire" des mots, des phrases, des textes et en comprendre tout le sens.



LES ASSEMBLEES DE MILITANTS

Une fois par trimestre, les militants des locales de LST Andenne, Condroz-Famenne-Ardennes, Hainaut et Namur sont invités à se réunir pendant une matinée pour construire une pensée collective autour d'un thème particulier. La réflexion s'élabore autour d'un ou de plusieurs témoignages liés au vécu de la misère. C'est une rencontre où l'on construit ensemble une parole que l'on portera dans différents lieux.

C'est dans ces Assemblées qu'entre autres, les orientations des interpellations portées dans le cadre de la Journée mondiale du refus de la misère se précisent et prennent forme.

Ainsi, en mars, nous y avons abordé diverses problématiques liées au logement : le prix élevé des loyers, la discrimination envers les allocataires sociaux, les expulsions, etc.



En juin à Andenne, nous utilisons aussi les dix affiches qui mettent en évidence nos « personnages transparents » en situations “précaires ». Dans un tour de table systématique, chacun s’exprime sur ce que lui suggère une des affiches choisie sur une problématique qu’il/elle voudrait faire changer prioritairement. En quoi les pouvoirs publics sont-ils concernés par ces questions : la vie à la rue, les expulsions, les migrants sans papiers, la répression de la mendicité, etc.

En septembre à Namur, nous affinons le contenu et la forme de notre prochaine interpellation au Parlement de Wallonie à l’occasion de la Journée mondiale du refus de la misère. Une « piquête de rappel » semble être une bonne thématique pour rappeler nos revendications en faveur de politiques qui luttent réellement contre les inégalités et contre ce qui produit la misère de manière structurelle.

En décembre à Rochefort, nous faisons une évaluation de nos actions et interpellations du 17 octobre et des jours qui ont précédé. Nous les mettons en lien avec les politiques sociales que nous voyons venir. Parler de nos difficultés ne suffit pas. Nous devons toujours analyser ce qui produit des situations de misère. Nous soulignons l’importance de diffuser nos réflexions par de multiples canaux.

LES ATELIERS FAMILLE

Lorsqu'on se rassemble pour parler de notre vécu, on parle avant tout de notre famille.

Elle paie vraiment le prix le plus cher à la pauvreté !

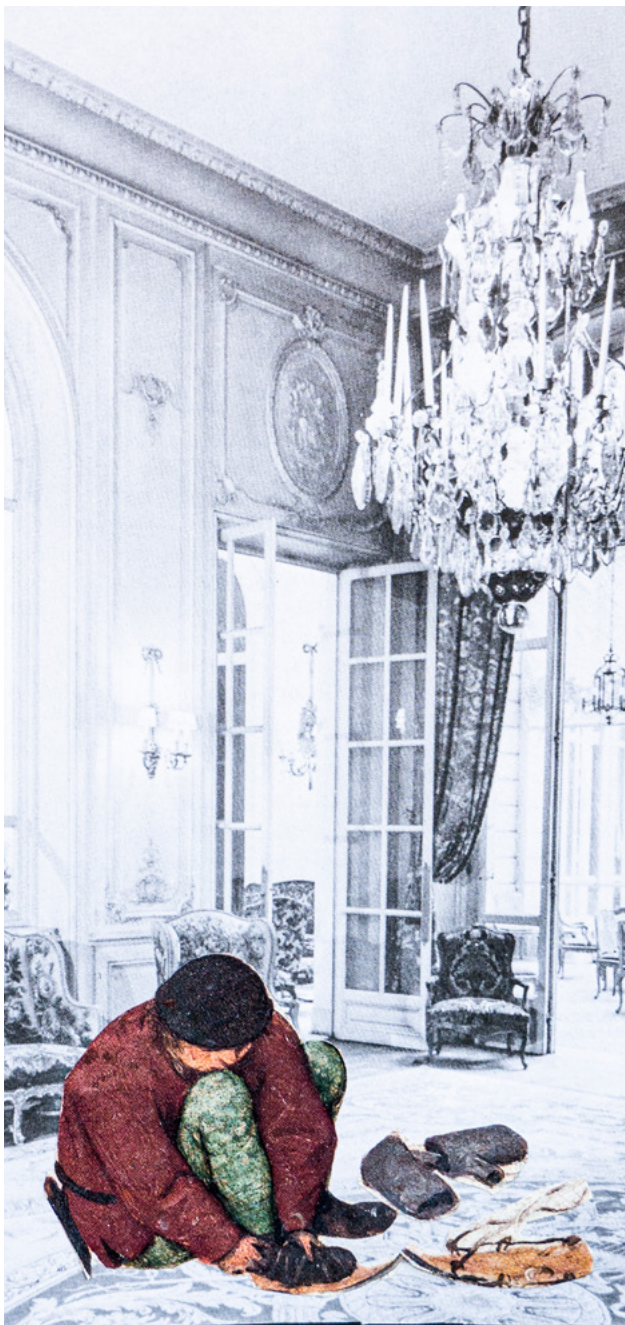
Nous voulons interpeller les services pour qu'ils tiennent compte de notre avis. Qu'ils s'engagent avec nous dans le combat pour une vie de famille digne. (site LST « atelier famille »)



Le placement pour cause de pauvreté

Parler de notre famille et de la vie en famille est souvent difficile. Lorsqu'on fait face aux difficultés liées à la pauvreté, on se sent constamment sous surveillance et sous contrôle par les services sociaux, notamment ceux de l'Aide à la jeunesse. Cela nous fait souvent perdre la maîtrise sur notre vie de famille. Nous ne pouvons pas accepter les placements de nos enfants pour cause de pauvreté. C'est la première raison de nos rencontres en atelier famille.

En 2024, le travail prévu consistait à mettre à jour la brochure « Premier accueil » réalisée en Agora en 2005. Cependant, la politique d'Aide à la jeunesse nous a incités à revoir notre programme afin de réfléchir et d'interpeller sur l'orientation qui a été choisie.



Le Décret de l'Aide à la jeunesse de 2018 reconnaît l'importance des familles et des jeunes. Cependant, ces changements semblent la bafouer en ignorant l'accord des familles lors de la transmission des dossiers. Nos préoccupations portent également sur la perception biaisée des familles, qui se base souvent uniquement sur les aspects négatifs, sans prendre en compte leurs efforts et leurs dynamiques positives. Nous continuons à réfléchir à ces mesures lors des Ateliers famille.

En avril 2024, nous recevons, à l'Agora, « le manifeste de l'Aide à la jeunesse 2025-2030 ». Nous choisissons, avec le Mouvement ATD, d'y répondre en mettant en évidence nos priorités, en tant que parents, familles, associations regroupant les familles ayant un vécu avec le placement pour cause de pauvreté.

Au cours du second semestre, nous relisons la Déclaration de politique régionale dans nos ateliers famille. Nous nous inquiétons : pas de place laissée aux familles (transparence). Par contre le Gouvernement renforce sa volonté de travailler avec des accueillants familiaux professionnels...

De plus, une nouvelle ministre de l'Aide à la jeunesse a été nommée, et de nouvelles mesures sont en cours de mise en place. Nous préparons alors une rencontre avec la ministre Lescrenier, en collaboration avec le Mouvement ATD Quart-Monde, afin d'échanger sur ces sujets.



LUTTES
SOLIDARITES
TRAVAIL



ED- RESP. : ANDREE DEFAUX, RUE PEPIN, 64, 5000 NAMUR. PRIX : 2€. MENSUEL. N° 398 Janvier 2023

P705187



PB-PP B-01297
BELGIE(N)-BELGIQUE

BUREAU
DE
DEPÔT :
5000
NAMUR

LE JOURNAL "LA MAIN DANS LA MAIN"

Le journal « La Main dans la Main » est notre publication mensuelle, il est un outil qui veut rendre à la parole des plus pauvres la place qu'elle mérite. On y trouve des témoignages, des analyses et des récits de vie. On peut y lire des informations générales concernant notre vécu. A travers les articles, on peut prendre conscience des situations d'injustice et être invité à partager des valeurs de solidarité (extrait du site LST)

Une équipe de rédaction et de diffusion

Les articles naissent d'un témoignage de vie, de nos actions du Mouvement, ou de nos réflexions. Nous nous retrouvons en réunion de rédaction, avec la possibilité, pour les personnes les plus éloignées de nous rejoindre par vidéoconférence.

En 2024, cette équipe élargie continue à alimenter les articles du journal La Main dans la Main.

Une autre équipe s'occupe de la distribution par voie postale, tant au niveau national qu'international, via les réseaux sociaux et la distribution de main en main !

Notre journal est partagé. Des militants le distribuent dans leurs quartiers, chez leurs voisins, dans les associations, dans les salles d'attente où ils se rendent régulièrement (dans les centres culturels, chez leur médecin, dans les bibliothèques...).

Militants et fiers de l'être

Nous continuons à interroger au fil des publications des militants sur leur parcours dans le Mouvement. Vous lirez ainsi les articles : « Chacun doit ouvrir les yeux », « Découvrir le Mouvement », « On a des choses à dire et on doit les dire », « Partager », « Cette force ! Cette chaleur humaine ! », « Mêmes droits pour tous », « Alors je suis venue... », « Je veux du changement », « je l'ai appris à LST ».

L'interview, l'écriture et les relectures ont permis d'aller plus loin dans la réflexion et d'offrir aux lecteurs un article plus profond dans l'expression de la militance.

« J'ai appris des choses, j'ai appris à analyser ce que j'ai vécu, ce que je vis, j'ai appris à prendre la parole pour témoigner »

extrait de LMDLM mars 2024
Andrée Defaux

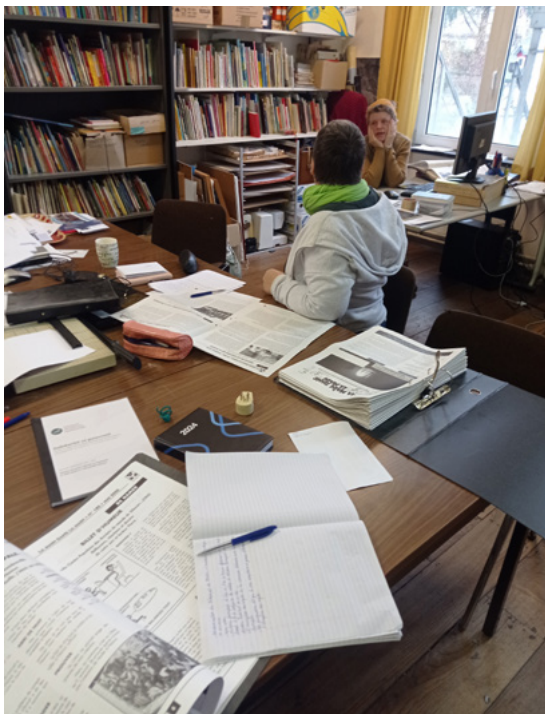
« La militance, c'est un combat, un chouette combat de pouvoir dire qu'on veut défendre tout le monde, sans juger, sans cataloguer qui que ce soit »

extrait de LMDLM février 2024
Fabienne Damoiseaux

Notre point de vue

Nous nous assurons que chaque numéro de La Main dans la Main propose une réflexion sur la société, en particulier sur la situation des personnes les plus démunies.

Epinglons les articles : « Territoire zéro chômeur de longue durée », en janvier 2024, « sortir de la gestion de la misère (politique du logement, taux de pauvreté) », en février 2024, « castes et classes sociales », en mars 2024, « comprendre pour voter », en juin 2024, « des policiers courageux s'expriment (sur la mendicité) » en septembre 2024



« Ce 17 octobre 2024, nous étions au Parlement de Wallonie pour y faire une “piqûre de rappel”, un vaccin contre ce “virus”, dont les dernières mutations dans le “néo-libéralisme” se propagent sur toute la planète. Il produit une multitude d’inégalités, d’injustices, de misère, et d’exploitation outrancière. Autant de symptômes d’une profonde déshumanisation de notre monde. Nos interpellations et revendications vers les décideurs politiques, mais aussi pour toute la population qui les a élus, rejoignent le thème proposé par le Comité international 17 octobre : “cette année, agissons ensemble contre la maltraitance sociale et institutionnelle”.

Nous avons rappelé, en écho à nos interpellations portées depuis de nombreuses années, notre refus à propos du démantèlement de la sécurité sociale, des services publics et des biens communs. Nous refusons, comme d’autres, de voir transférées de nombreuses missions de services publics et de solidarité, comme de simples marchandises, vers des services privés accessibles à celles et ceux qui peuvent les payer.

Y aura-t-il un courage politique radicalement porteur d’humanité et de justice sociale ? »

Aujourd'hui comme hier

Un petit groupe se réunit chaque jeudi matin pour relire les journaux LMDLM (depuis 1981). La démarche consiste à examiner les articles de témoignages liés au logement, à relever les réflexions et questionnements sur la société, et à établir des parallèles avec notre situation actuelle.

Dans La Main dans la Main d'octobre 2024, un article « aujourd'hui comme hier » interroge sur le problème de logement. La famille qui écrivait en février 1982 « notre seul espoir est de trouver un abri », risquait l'expulsion, et avait essuyé un refus d'aide du CPAS.

Lors de la réunion inter-journal, une participante s'exprime : « j'ai déjà entendu ça plein de fois par des familles »

Cet article nous rappelle l'importance de connaître ses droits et se renseigner.

En novembre 2024, un second article « Aujourd'hui comme hier » donne la parole à Charly « Clochard de demain » mars 1990.

Extraits : « Je cherche, je cherche », « Chômeurs et CPAS s'abstenir »

« C'est un apartheid qui est en train de se développer à Namur et ailleurs aussi. Nous les petites gens, nous sommes les indésirables. Pas de vous dans le centre bourgeois, allez à la périphérie. D'un côté, les riches, ceux qui paient bien et de l'autre côté, les plus pauvres »



Le journal un bien commun

Lors de l'Assemblée de militants à Andenne en juin, sur la base de nos expériences et réflexions sur les services publics, nous décidons d'analyser la manière dont le coût des envois postaux impacte la diffusion de notre journal en version papier.

Avant de poser un regard sur les diverses privatisations de nombreux services publics, nous développons une réflexion sur l'importance de notre journal "La Main dans la Main", comme moyen de partage de nos réalités de vie et de nos questionnements et espoirs. A ce propos, nous partageons le constat que cet "outil papier" est important pour la majorité des participants.



Les plus pauvres dans la presse

Une délégation de **LA MAIN DANS LA MAIN** a participé à un séminaire sur « la place des plus pauvres dans les médias » organisé par le Pivot d'Etterbeek.

Nous avons pu redire combien parler de la pauvreté n'est pas relayé si c'est n'est que pour des faits divers, avec des images de misère, qui nous enfoncent encore plus. Mais quand parle-t-on de nos combats pour une vie meilleure, pour une vie de famille... Quand parle-t-on du problème de l'accaparement des richesses qui entraîne le développement de la pauvreté ?

Et quand a-t-on la parole ? Que connaît le journaliste de ce que nous vivons ?

DES CHIFFRES : *La journaliste Martine Vandemeulebroucke nous a donné quelques chiffres. Des exemples : « Seulement 6 % des journalistes viennent de la classe ouvrière. Et ce chiffre baisse avec les années. Quand un sujet télévisé touche la politique, on interroge des dirigeants, des intellectuels mais moins de 1 % des ouvriers et plus pauvres. »*

Extrait de LMDLM, janvier 2025

« Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'histoire sera racontée par les chasseurs... »

Howard zinn

L'EXPRESSION PAR LA CRÉATIVITÉ

Dans nos Centres d'Expression et de Créativité, notre objectif fondamental est l'accès permanent et continu à la culture pour les plus pauvres. C'est un droit fondamental de l'Homme.

Il conditionne sa dignité et sa citoyenneté.

Peinture, dessin, photo, impression, sculpture, création d'installation, création sonore... tout est bon pour expérimenter de nouvelles manières de s'exprimer et de rendre publics nos projets et interpellations.



“ Dans nos ateliers CEC, par diverses techniques artistiques, nous travaillons notre histoire, nous vivons des projets collectifs et nous voulons les rendre publics.”



Empreintes dans la ville S'expose au Delta

« **Empreintes dans la ville** » est un parcours sonore que nous avons créé d'août 2021 à septembre 2022 et installé de manière pérenne dans les rues de Namur. Réalisé en atelier écriture et sons, ce parcours donne la parole à nos participants, à nos militants. Il donne à entendre leurs témoignages, leurs vies, leurs révoltes, leurs combats, leurs espoirs.

En 2024, **nous avons exposé les peintures de ce projet dans le foyer du Delta à Namur.** A cette occasion nous avons à nouveau proposé des balades accompagnées pour découvrir ce parcours sonore.



Bazar en suspens

Une exposition collective avec nos partenaires du collectif Pas à Part.

Avec ce projet, plusieurs ateliers du CEC ont réalisé des sculptures et des installations autour de la question : « Qu'est ce qui me met sens dessus dessous » ?

Après plusieurs mois de travail et de rencontres avec nos partenaires (Le CEC Terre Franche, Les ateliers artistiques de l'Hôpital du Beau Vallon, Le SRJ Reumonjoie), nous avons exposé une installation flottante, un « Bazar en suspens » qui se tordait et déposait en vrac tout ce qui va de travers ; et aussi un homme fait de tissus noués, nous l'avons appelé : « l'usure ».

Cela a eu lieu dans le cadre du Parcours d'Artistes 2024 de la Ville de Namur (Chambres avec vues) au Centre culturel de Bomel (Anciens Abattoirs) les week-ends du 16,17 et 23,24 mars 2024.



Bazar en suspens ?

Qu'est ce qui ne tourne pas rond ?

Les familles déchirées.

Les enfants placés.

Les gens sans logis. Les logements inoccupés.

Qu'est ce qui va de travers ?

Les injustices.

Les violences. Le manque de solidarité

Qu'est ce qui nous turlupine ?

Un logement trop petit, insalubre. La maladie. La souffrance.

Qu'est ce qui est sens dessus dessous ?

Notre monde.

Continuer à dénoncer l'inacceptable, c'est un des objectifs de nos ateliers.

Ensemble nous sommes plus forts !

C'est pourquoi, nous avons le grand plaisir de vous présenter ce projet avec tous nos partenaires !

*Prise de parole collective au
Centre Culturel de Namur*

La rue est à nous

Un atelier gravure sur tétra pack et sur lino a permis aux participants d'acquérir la maîtrise de la technique et de s'interroger sur la thématique des biens communs et de l'espace public.

Lors du 17 octobre (JMDRM), nous avons pu exposer une partie de nos réalisations au public présent et guider nos partenaires et visiteurs qui voulaient découvrir cette technique.



La nature de mon quartier

DÉCOUVERTE NATURE...ET BIEN PLUS !

Lors de trois journées de stage au mois d'août, suivies des mercredis de septembre à décembre, les enfants de la bibliothèque de rue ont vécu des tas d'aventures : faire un panier de senteurs, apprendre à reconnaître des plantes et les cuisiner, explorer une forêt et y découvrir des insectes, créer des insectes imaginaires en terre et d'autres en matériaux de récup, construire ensemble des cabanes, un bac potager, un hôtel à insectes, soigner des ânes et partir avec eux en promenade, utiliser des scies, des visseuses, sans se blesser et sans blesser les autres, faire un album photo de nos découvertes et taper à la machine à écrire les textes, presser des pommes pour en récolter le jus.

Et puis aussi écouter les consignes, écouter les autres, prendre la parole dans le groupe, dire ce qu'on pense, ce qu'on aime, ce qu'on a envie de faire et s'organiser ensemble pour que chacun ait une place.

Et à travers toutes ces découvertes, la plus fabuleuse est certainement de voir tout ce qu'on a réalisé de beau ensemble, et qu'on forme un vrai groupe !

Ce projet a été mené par la bibliothèque de rue en collaboration avec l'Asbl Environnement Pour Tous.



« Ca use les souliers » est nominé

« Ça use les souliers » est un documentaire sonore des ateliers CEC. Munis d'enregistreurs, en rue, au fil de nos démarches et marches quotidiennes, nous sommes allés là où nous mènent nos faits de vie. A travers ce documentaire, nous prenons la parole sur nos combats et nos espérances. Il constitue ainsi un recueil de témoignages de ces résistances. Il a été réalisé en collaboration avec TSIMzoom. « Ça use les souliers » a été nominé pour les Phonurgia Awards dans la catégorie « Archives de la parole »! Il a été diffusé à Marseille, à la mi-novembre. Nous en sommes très heureux et fiers.

PHONURGIA NOVA AWARDS 2024

Documentaires

Sam. 16 novembre
Prix documentaire
« Archives de la parole »





L'atelier « Reflet » à propos des élections

En vue des élections en 2024, les militants de l'atelier reflet ont réfléchi et analysé ensemble l'évolution des affiches de campagne politique.

Particulièrement en 2024 certains groupe politiques avaient optés pour le grand, voire très grand format, nous avons pu aussi constaté le culte de l'image omniprésent sur les affiches, avec finalement peu d'importance apportée aux idées et des programmes qui se ressemblent tous et pourtant avec des idéologies et objectifs bien différents.

Dans la continuité de ces réflexions il a été proposé au militants de reproduire une affiche comme ils aimeraient qu'elle soit en gardant certains codes de communication et pas d'autres.



SE MOBILISER AVEC D'AUTRES

LES CONCERTATIONS - RAPPORT BISANNUEL - IWEPS - ASS 21
COLLOQUE TRANSITION - DEVELOPPEMENT DURABLE - L'AGORA -
DROITS DE L'ENFANT - SUIVI RGP - CONVERGENCES

LES CONVERGENCES

Depuis de nombreuses années, les convergences rassemblent des militants des Mouvements LST et ATD autour de thématiques communes. Dans ces « Convergences » on partage au départ des éléments qui proviennent des groupes de base de chaque mouvement. Pour LST, ce sont les Caves, l'Atelier Famille, les Assemblées de Militant-e-s, le CEC, et diverses actions locales, les rencontres permanentes avec des personnes et des familles sur une cinquantaine d'années..



Cette Année le groupe des "Convergence" a réfléchi sur ces différents questionnements.

- les Concertations avec le Service Fédéral de Lutte contre la Pauvreté et notre participation commune aux Rapports bisannuels de lutte contre la pauvreté.,
- les problématiques de l'Aide à la jeunesse et le groupe Agora,
- les questions de Développement Durable avec Associations21 (ASS21),
- et aussi, diverses actions ponctuelles comme des recours au Conseil d'Etat, des cartes blanches, des interpellations collectives, etc.

En 2024, on peut épinglez, à titre d'exemple, nos évaluations en interne et avec ATD-Quart-Monde, relatives aux premières Concertations à travers lesquelles nous constatons une préparation plus fouillée de la part du Service. Nous identifions aussi les difficultés rencontrées pour une participation réelle des plus pauvres. Le rythme de travail ne prend pas assez en compte les réalités de vie, les luttes quotidiennes des plus pauvres. Mais aussi le travail nécessaire et important, pour comprendre des informations et concepts transmis à partir d'une culture de l'écrit. Cela devient abstrait et incompréhensible pour celles et ceux qui vivent dans des traditions où les connaissances, les concepts, les savoirs, transitent par les traditions orales ancrées dans des réalités de vie. En préparations internes, Il nous faut généralement un peu plus de 2H pour « décortiquer » quelques paragraphes repris d'une ou deux pages issues d'un dossier fait parfois 5-6 pages. Que dire s'il s'agit d'une partie du Rapport final qui en contient une vingtaine.

Nous rencontrons ce type de réalité dans la plupart des lieux de dialogue dans lesquels nous consacrons du temps et de l'énergie pour faire entendre et prendre en compte la parole de celle et ceux que nos sociétés rendent transparents. On peut étendre cette analyse, dans les rencontres Agora, dans la plupart des rencontres concernant la durabilité, ASS21 ou d'autres plateformes, et dans de multiples rencontres qui se vivent au niveau local...

Les réunions du « SUIVI RGP »

Chaque semaine a lieu cette rencontre des différentes locales du Mouvement.

Ces rencontres ont pour but :

- de continuer collectivement le travail d'interpellation entrepris par LST dans les concertations pour la réalisation de chaque Rapport bisannuel sur la pauvreté,
- de poser des bases d'évaluation de nos implications multiples et de leur cohérence avec les objectifs du Mouvement,
- de développer des démarches d'analyse critique sur les limites de nos actions et engagements, dans le cadre d'une organisation économique et sociale qui produit et amplifie les inégalités et les relégations,
- d'être un lieu de formation du -Voir-Juger-Agir développé dans les différents secteurs du Mouvement.

Ces rencontres internes au Mouvement LST, chaque semaine, permettent d'aborder la vie du Mouvement, les demandes extérieures, les actions communes, les interpellations à faire, et voir comment y répondre.

Les copains d'en bas

18 avril 2024, c'est une journée d'échanges, une occasion de plus pour les militants de nos deux Mouvements, LST et ATD, de se rencontrer.

Nous échangeons principalement autour des sujets du logement et des étiquettes qu'on nous colle. L'après-midi, nous sommes en ville pour engager la conversation avec les passants. Nous avons décidé de promouvoir la pièce de théâtre, dans la rue à l'aide de flyers, habillés en homme-sandwich. Nous avons choisi des phrases qui nous touchaient le plus. « Habiter, c'est être chez soi », « pas d'expulsions sans relogement réel »... Certains militants exprimaient également l'importance de la sécurité dans et autour de leur logement, d'autres voulaient rappeler la base tout simplement : « nous sommes tous humains ! » Nous effectuons également les derniers préparatifs pour la soirée de la pièce de théâtre du soir : « les copains d'en bas ».

L'histoire : Ben et Charlotte, la trentaine, ont décidé d'aller habiter dans une cité HLM, pour vivre la fameuse « mixité sociale ». Pas comme travailleurs sociaux, mais en tant que voisin.

Théâtre, débat, échos dans La main dans la main... parce que « Raconter, c'est résister ».



LES CONCERTATIONS

En 1994, le Rapport Général sur la Pauvreté(RGP) est publié (...) les associations ont travaillé avec différents partenaires (..) autour d'une méthode qu'on appellera la méthode du dialogue.(...) la parole des plus pauvres eux-mêmes à partir de leur vécu(...) Nous avons choisi de continuer la méthode après la publication du Rapport, avec notamment la création du Service de lutte contre la pauvreté, à travers différents ateliers thématiques (appelés «Concertations»), depuis maintenant près de 20 ans.

Participation citoyenne des concertations/rapport bisannuel

Thématiques abordées

Comme pour d'autres années, dès les premiers mois de 2024, la phase de mise en route du prochain Rapport Bisannuel est amorcée. Nous apprenons que le Comité de gestion ainsi que la Commission d'accompagnement retiennent pour thématique du prochain Rapport « **l'évolution des services publics** », comme les Associations Partenaires le proposaient.

Dans le cadre de ce Rapport, nous maintiendrons une approche relative à la « **déshumanisation** » de nombreuses démarches dans les services publics ainsi que les difficultés rencontrées par un nombre non négligeable de personnes avec **la numérisation des procédures d'accès aux services et aux formulaires de demandes**.

Ce sera l'occasion aussi de souligner la manière dont **les évolutions actuelles dans les services publics** prennent en compte ou pas, les recommandations émises dans les précédents Rapports Bisannuels sur la Pauvreté. Pour les premières rencontres de 2024 nous constituons le groupe des délégué-e-s de LST qui participera aux concertations organisées par le Service de Lutte contre la Pauvreté



Contribution de LST

Chaque rencontre de Concertation est préparée en interne à LST dans le cadre d'une ou deux réunions ouvertes à d'autres participants que les personnes qui font partie de la délégation définie. Durant ces rencontres de 2024, le Mouvement LST apporte une vision qui intègre les services publics dans les biens communs.

Nous avons mis en évidence les glissements de certains services vers le marché, comment cela nous questionne et surtout comment réagir devant ce type d'évolution. Dans ces rencontres de concertation au Service de Lutte contre la Pauvreté, nous étions souvent une cinquantaine de participants, de différentes régions du pays, délégués d'associations militantes comme LST ou de différents services « privés ». Notre délégation à Bruxelles est composée de cinq ou six militants.

Rapport Bisannuel

durant ces premières rencontres en 2024 en vue de la construction d'un nouveau Rapport bisannuel, nous avons précisé les thèmes que nous aborderons dans le cadre d'une nouvelle réflexion sur les Services Publics, entre autres : les soins de santé, le logement public, la digitalisation, etc.

L' AGORA

Le groupe Agora rassemble d'un côté des professionnels de l'Aide à la Jeunesse et de l'autre des familles en situation de pauvreté. Un dialogue permanent depuis 1995.



L'agora est depuis 1995, un groupe de dialogue mensuel, initié suite au rapport général sur la pauvreté autour de la thématique de l'aide à la jeunesse et plus spécifiquement du placement pour cause de pauvreté.

Ce groupe est composé :

De représentants d'associations dans lesquelles les plus pauvres se rassemblent et construisent une parole collective (ATD Quart-Monde et Mouvement LST- Vie Feminine nous a rejoint quelques mois, jusqu'en juin 2024).

De l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse (la Directrice générale est présidente du groupe).

Ainsi que de représentants des conseillers et directeurs de l'Aide à la Jeunesse et de délégués.

Le mouvement LST s'est retiré de l'Agora pour une pause de quelques mois, pour des raisons organisationnelles. Nous avons repris nos activités en juin 2024

Le groupe Agora analyse la réponse des familles et des associations représentant les familles au « Manifeste 2025-2030 de l'aide à la jeunesse » en relisant collectivement le document « Nos priorités », en le commentant et en se l'appropriant. A LST ce travail a été préparé lors des ateliers famille et dans le cadre de la préparation de l'Agora.

Les préparations-agora réunissent chaque mois des familles des MOUVEMENT LST et ATD Quart-Monde. Elles servent essentiellement à préparer les rencontres Agora.

Comme lors des ateliers familles, les thèmes abordés ont été profondément modifiés par les mesures prises par la Ministre de l'Aide à la Jeunesse en début d'année, ainsi que par la nouvelle orientation donnée par le gouvernement. Ces changements s'inscrivent dans la continuité d'une modification du décret, qui a notamment supprimé certains points que nous considérions comme essentiels.
Voir Atelier famille.



INTERPELLATIONS CITOYENNES ET POLITIQUES

JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE - SUR LES MARCHES
CAMPAGNE TRANSPARENTS - DES INTERPELLATIONS - LE SITE - SUIVI RGP



LA JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

Le 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère est un moment fort pour notre action. Chaque année, nous publions un écrit analytique à l'attention des acteurs sociaux et politiques, nous allons témoigner de notre vécu au Parlement de Wallonie, nous interpellons le public à travers une action sur les marchés, sur la place de l'Ange à Namur, et d'autres actions plus ponctuelles...

Ce 17 octobre 2024, nous avons procédé à une sorte de piquêre de rappel pour les décideurs politiques mais aussi pour toute la population qui les a élus. Avec des affiches, nos personnages transparents rappellent les nombreuses violences institutionnelles subies de manière permanente par les populations les plus opprimées.

Piquêre de rappel

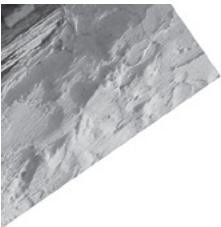
Cette année 2024 est particulière dans la mesure où toutes les instances politiques qui gèrent le pays à tous les niveaux de pouvoir sont remplacées suite élections. Dans ce cadre, nous avons décidé de remettre dans les débats publics une série de constats, de propositions concernant les changements que nous estimons urgents.

« De manière permanente, nous questionnons les politiques sur les inégalités qui ne cessent d'augmenter et sur l'insécurité d'existence dans laquelle se trouve une part croissante de la population. Nous constatons que la majorité des interpellations portées par les populations les plus opprimées sont très rarement prises en compte et que les réponses apportées par les pouvoirs augmentent les inégalités et l'insécurité d'existence pour de nombreuses personnes et familles. »

Lorsque ce qui produit la misère et l'extrême pauvreté est structurel, on peut envisager un traitement similaire aux traitements mis en œuvre dans le cas d'une pandémie. Nos constats montrent que la pauvreté est bien présente et en croissance.

Les plus pauvres qui réclament depuis des décennies un réel accès à tous les droits fondamentaux sont bien souvent « éradiqués » du domaine des priorités politiques mises en œuvre. Ils sont rendus transparents. C'est pour cette raison que notre plaidoyer est illustré par des photos qui représentent des « personnages transparents » placés dans différentes situations rappelant que derrière les décisions politiques, il y a des réalités inhumaines d'oppression vécues par de nombreuses populations.

Cette piquêre de rappel met en évidence les virus qui détruisent les solidarités humaines et structurelles et rongent la démocratie dans ses fondements égalitaires et humanistes, entre autres, à travers une banalisation des multiples violences instituées faites aux populations les plus fragilisées.



2 0 2 4
DÉSHUMANISATION
C O N C U R R E N C E
C O M P É T I T I O N
MARCHANDISATION

...

PIQÛRE DE
R A P P E L

Depuis 2016, des personnages « Transparents » nous accompagnent dans nos actions, pour dénoncer cette double transparence des plus pauvres. A la fois on préfère ne pas nous voir, on chasse les sans-abri et mendiants des espaces publics, et d'autre part les nombreux services qui nous encadrent doivent tout savoir de nous.

Par le biais de notre affiche et de nos personnages « Transparents », nous proposons, aux services, associations, ou tout autre personne, de diffuser avec nous ce message, en les plaçant en vue dans des espaces accessibles au public.

En 2023 nous avons réalisé une large diffusion de nos personnages et des affiches qui les mettent en scène dans de multiples situations précaires.

Sur les marchés

Les actions de mobilisation à Andenne et Namur. Le 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère, est l'occasion de se mobiliser ensemble.

Nous avons voulu organiser dans des lieux publics la présence du Mouvement LST. Nous avons choisi de mobiliser des équipes avec des militants pour être présents sur les marchés des villes d'Andenne et de Namur où nous tenions un stand d'informations de notre action pour interpeller et dialoguer avec les citoyens.



Festival On N'est Pas Tout Seul.

Le festival «On n'est pas tout seul» réunit depuis une dizaine d'années, au Centre Culturel des Roches, des associations et citoyens de Rochefort et environs, pour une journée de réflexion et de rencontre autour du théâtre action. Le festival s'inscrit dans la Journée mondiale du refus de la misère. Le groupe LST CFA (Condroz-Famenne-Ardenne) y participe en co-organisateur depuis le début.

Cette année, le festival On N'est Pas Tout seul était basé sur le thème de la Marche : pourquoi je marche, pourquoi on se mobilise ? LST a ouvert la journée en présentant le document sonore « ça use les souliers ». du CEC de LST Namur.

Nous avons pu présenter LST et la démarche de notre document sonore. Un échange avec la salle a permis des expressions sur ce que l'un et l'autre vivent. Notre questionnement sur les différents services (CPAS, Aide à la jeunesse,...) a fortement interpellé. Durant la journée plusieurs ateliers d'expression (théâtre, écriture, customisation de chaussure, photomontage,...), ainsi qu'un autre spectacle de théâtre-action ont complété l'expression sur ce thème. C'est aussi une occasion de rencontres d'interpellation et de construction avec d'autres personnes d'autres associations : le Centre Culturel de Rochefort, La Compagnie Buissonnière, Les Equipes Populaires, Alvéole Théâtre, le groupe «vigilance», des ateliers du CPAS de Rochefort.



CAMPAGNE "TRANSPARENTS"

Initiée par LST dès 2015, et rejointe par de nombreuses organisations partenaires, la Campagne Transparents dénonce la double transparence imposée aux plus pauvres : inexistence et mise à nu. Dénî de citoyenneté à tous les niveaux de pouvoir !



**“ On nous rend transparents
mais nous résistons tous les jours à la misère. ”**

Depuis plusieurs années, le Mouvement LST mène une campagne dénonçant des pratiques et des législations qui contraignent les plus pauvres à une citoyenneté de seconde zone, une double transparence.

D'une part, les pauvres sont rendus transparents, par diverses conditionnalités qui les poussent hors du droit, voire chassés des espaces publics. D'autre part, il leur est imposé de se mettre à nu, de rendre transparente la totalité de leur vie.

Cette année encore, nous avons invité citoyens et associations à s'associer à cette interpellation de la société et du monde politique en exposant un personnage transparent et/ou une affiche de notre campagne dans les semaines qui ont précédé la Journée mondiale du refus de la misère.

Les personnages transparents nous ont également accompagnés lors de notre interpellation au Parlement de Wallonie. Ils étaient également présents et bien visibles lors de différentes manifestations et dans la vitrine de notre maison à Namur, rue Pépin 27 à Namur.



D'AUTRES INTERPELLATIONS

Recours au conseil d'état : adresse de référence

Dès le mois de février 2024, nous intensifions nos recherches et la construction d'argumentaires pour porter un recours avec le Ligue des Droits Humains et d'autres associations.

Une circulaire ministérielle de juillet 2023, adressée aux CPAS et aux administrations communales, veut imposer une limitation des adresses de référence, tant au CPAS que chez des particuliers. L'objectif est de réaliser une domiciliation d'office dans le lieu (logement, garage, chez une personne solidaire...) où la personne a une adresse de référence ou bien, là où elle réside habituellement avec une adresse de référence au CPAS. Une telle décision ne prend absolument pas en compte les effets négatifs en cascade que de telles pratiques de domiciliation d'office vont produire.

Cette note ministérielle veut limiter drastiquement la durée d'inscription dans les administrations publiques (CPAS et Commune) et impose aux agents de quartiers d'opérer des domiciliations "forcées" dans les lieux de résidence de dépannage peu importe les conséquences pour les hébergeurs ou les hébergés.

Recours collectif.

Avec plusieurs associations, nous décidons d'intenter un recours devant le Conseil d'Etat contre cette circulaire ministérielle.

L'élaboration de ce recours nécessitera la construction d'argumentaires au départ :

- Des faits de vie dont nous pouvons témoigner,
- Des rencontres avec des personnes qui vivent ces situations et d'autres avec le groupe d'associations qui portent ce recours,
- D'échanges entre les associations plaignantes et les avocats, coordonnées par la LDH.

"En 2024 il y a eu deux rencontres suscitées par les ministres concernés. Nous avons refusé d'y participer, estimant que ces invitations étaient déplacées dans la mesure où elles tentaient de court-circuiter la procédure entamée. Ce n'est pas sans crainte que nous constatons que certaines associations s'engageaient à y participer, sachant que les arguments qui seraient exprimés à ces rencontres constitueraient des informations pour les avocats de l'Etat Belge."

SDF Tours

Ensuite d'un article de « vers l'avenir » LST soutient le courage de policier à l'égard à certains traitements infligés au Sans abri.

Des policiers courageux s'expriment :

« Namur, le "SDF tours », critiqué par des membres de la police locale. »

"Cet été, une fois de plus, Namur n'y échappe pas. Ce qui est remarquable cette année, ce sont les réactions et critiques publiques portées par des membres de la police locale de Namur contre cet acharnement répressif à l'égard des personnes qui vivent dans la rue et dont certaines pratiquent aussi la mendicité. Ces agents de la police communale dénoncent les tracasseries permanentes qu'ils doivent faire subir à une population de plus en plus stigmatisée "...

extrait de La Main dans La Main, sept. 2024

[FIL ACTU](#)[INFO](#)[SPORT](#)[RÉGIONS](#)[CULTURE](#)[ENVIRONNEMENT](#)[BIEN-ÊTRE](#)[TECH](#)[VIE PRATIQUE](#)[CHAÎNES](#)

[Accueil](#) > [Régions](#) > **NAMUR**

[NAMUR](#)

Une 'chasse aux SDF' dénoncée par plusieurs policiers de Namur : « On a l'impression de ne plus faire que ça »

02 juil. 2024 à 15:00 • 6 min

Partager

Écouter

INFO

Odile Leherte

Rencontre avec la Fédération wallonne des CPAS

En réponse à une demande de la Fédération wallonne des CPAS, une délégation de militants de LST a rencontré fin octobre 2024, le Directeur général de cette institution accompagné de deux membres de son équipe . Cette asbl constitue une structure de l'Union des Villes et Communes wallonnes. Ce fut l'occasion pour nous de rappeler le travail réalisé avec cette structure en 1992-94 dans le cadre du premier Rapport général sur la pauvreté. Une occasion aussi de mettre évidence les interpellations de LST sur le glissement de certaines populations couvertes par la sécurité sociale vers les CPAS, un glissement d'une solidarité structurelle fédérale vers des solidarités de plus en plus locales. Une occasion de faire connaissance avec les membres de cette institution avec qui nous aurons d'autres occasions de collaborer.

Les rencontre des ministres d'aide à la jeunesse

Avec la ministre Bertiaux (Aide à la jeunesse, jusqu'en 2024)

Le 26 février 2024, nous avons rencontré un membre du cabinet de Madame Bertieaux, ministre de l'Aide à la Jeunesse.

Nous avons pris connaissance de projets de modifications portés au Décret de l'Aide à la Jeunesse de 2018. Trois points ont attiré particulièrement notre attention :

- la suppression du renouvellement annuel des décisions prises par le conseiller, le juge, ou le directeur après 1 an de mise en application
- le fait qu'un conseiller/directeur puisse transmettre des infos sur la famille dans l'intérêt de l'enfant au Tribunal de la famille sans accord des intéressés (famille et jeune)
- l'accès et la copie des dossiers par les services mandatés par les SPJ et SAJ, et la transmission des documents à ces autres intervenants. Ce troisième changement est d'ailleurs déjà acté. Cependant, il nous inquiète fortement.

Comment ne pas s'interroger sur la confidentialité, le secret professionnel et le respect de la vie privée ? Comment imaginer que la confiance puisse être maintenue ?

Ces changements sont en contradiction avec la philosophie du Décret et avec la Déclaration des Droits de l'Enfant car ils ne vont pas dans l'intérêt de l'enfant !

Y a-t-il d'autres chats dans le sac ? Nous demandons une présence régulière du Cabinet ministériel compétent dans ces matières au groupe Agora. Nous demandons des consultations approfondies avec les familles.

Avec la ministre Lescrenier (Aide à la Jeunesse, à partir de 2024)

Le 13 décembre 2024, des délégués des Mouvements LST et ATD QUART-MONDE ont rencontré deux membres du cabinet de madame la Ministre Lescrenier, ayant repris les compétences de l'Aide à la jeunesse dans le nouveau Gouvernement Communautaire Journée mondiale du refus de la misère.

Notre souhait était de leur rappeler nos priorités pour l'Aide à la jeunesse, en tant qu'associations rassemblant des familles les plus pauvres et s'opposant aux placements pour cause de pauvreté : le maintien des familles unies en les soutenant, l'importance de maintenir ou de restaurer les liens en cas d'éloignement du milieu familial, la construction respectueuse et l'accès aux écrits, la formation des professionnels sur les questions de pauvreté et d'inégalités.

Nous avons également soulevé nos grandes inquiétudes à la lecture de la déclaration de politique communautaire. Le projet de Familles d'accueil professionnelles nous inquiète. En quoi le projet de famille d'accueil améliorerait cette situation ? Nous souhaitons être associés à cette réflexion.

Nous rappelons que les services de l'Aide à la jeunesse ont la responsabilité de tout mettre en œuvre pour maintenir et travailler le lien parent/enfants.

Manifestation pour le droit au logement pour tous

Le 6 avril 24, LST a participé à une manifestation à Namur organisée par le collectif SALSA (Syndicat des sans chez-soi) réunissant un grand nombre de citoyens et associations.

“Le droit fondamental à l'accès à un logement décent pour tous est mis à mal dans la vie des plus pauvres : qu'il s'agisse d'expulsions, d'insalubrité, de fermetures de campings, de vivre dans la rue, de mauvaises relations avec un propriétaire, de loyers trop chers...les plus pauvres en payent le prix !”

FORUM « 25 ANS du Service de Lutte contre la Pauvreté »

Le 17 décembre 2024, le Service Fédéral de Lutte contre la Pauvreté et les Exclusions sociales a organisé un Forum à l'occasion de ses 25 années d'existence, au résidence Palace à Bruxelles. Une délégation de cinq personnes militantes du Mouvement LST participait au Forum. Les préparations en vue de cette participation ont mobilisé une quinzaine de militants. La journée s'est déroulée en deux parties.

La matinée, dédiée à la méthode du dialogue, a permis de retracer les grandes étapes du projet Agora de l'Aide à la jeunesse dans lequel des militants du Mouvement LST sont impliqués depuis 1995, aux côtés d'autres militants du Mouvement ATD -Quart-Monde et de professionnels de l'Aide à la jeunesse qui les rejoignent.

Cette première partie du Forum a permis d'identifier les processus qui sont à l'œuvre dans la construction et le maintien de ces lieux de dialogue où des familles parmi les plus pauvres ont une place centrale reconnue. Cela concerne toutes les étapes de la construction d'un savoir commun issu du dialogue entre des familles en situation de pauvreté confrontées au placement des enfants et des professionnels de divers services et administrations. Un participant a pris la parole au nom des professionnels et une militante de LST au nom des Mouvements LST et ATD.

Nous avons rappelé que depuis 1996, lors d'un colloque organisé par Mme Onkelinx, ministre à cette époque, nous dénonçons les placements d'enfants et de jeunes pour des raisons de pauvreté et nous construisons avec d'autres des lieux de dialogue pour que les choses changent. Redire avec force les exigences de cette démarche, tant pour nos associations que pour les militants qui s'y engagent, résume le contenu de l'intervention de Mme Defaux, porte-parole pour LST et ATD Quart-monde.

L'après-midi a permis d'entendre les interventions des associations militantes, partenaires du premier Rapport en 92-94 et de rappeler le travail réalisé pour aboutir à la création du Service de Lutte contre la Pauvreté : une histoire de négociations souvent ardues avec les différents niveaux de pouvoir.

En effet durant plusieurs années, de nombreuses rencontres entre des militants des associations partenaires, soutenus par le Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme, aboutiront à la création en 1999 d'un accord de coopération pour lutter contre la pauvreté. C'est dans cet accord entre les diverses entités de gouvernance de la Belgique que le Service Fédéral de Lutte Contre la Pauvreté s'inscrit. Depuis le premier Rapport-92-94, LST est un acteur très actif dans différents projets portés par le Service. Une délégation permanente de militants assure le suivi et la participation aux Concertations et à divers projets du Service de Lutte contre la Pauvreté. Ce Forum a permis de rappeler quelles sont les conditions pour réaliser et maintenir des lieux de dialogue réguliers qui reposent sur la citoyenneté et l'expression de populations opprimées.

Assosiation 21 pour un Developpement durable

Dans le prolongement de certaines activités initiées en 2023, notre participation aux activités de la plateforme Associations21 (ASS21) pour un Développement Durable a été moins visible cette année. Nous retenons quelques contributions à l'élaboration de certains documents, carte-blanche ou interpellations politiques, et notre participation à l'une ou l'autre rencontre de redéfinition de l'association, ou aux assemblées générales.

Soulignons cependant qu'en dehors de ces rencontres, un suivi régulier des évolutions d'ASS21 est maintenu dans le cadre de nos rencontres « Convergences » avec ATD Quart-Monde et dans des contacts réguliers avec la responsable permanente d'ASS21. Dans la mesure où la « durabilité et « les transitions justes » constituent pour LST des thématiques transversales, nos implications dans la promotion des ODD et sur les exigences d'une transition juste se concrétisent dans de multiples projets et collaborations.

Le site

A l'instar du journal dans sa version «papier», le site internet est un de nos moyens de communication.

C'est l'outil de diffusion sans doute le plus complet, en tout cas le plus adapté à l'ère actuelle, en terme d'informations et de «mémoire» des années de vie du Mouvement, de sa dynamique et des actions qu'il mène.

Comme le journal, le site est le reflet du Mouvement et de son action.



Contacts Recevoir nos actualités Rechercher... Français

mouvement Lutttes Solidarités Travail

» mouvement de rassemblement des plus pauvres pour lutter avec d'autres contre la misère et ce qui la produit »

Accueil Pauvreté ? LST Rassemblements Publications Actualités A vous !

accueil >

mouvement Lutttes Solidarités Travail

Partager



Bienvenue !

Fournir un point de vue et une analyse qui s'enracinent dans la résistance et l'histoire du plus pauvre, telle est l'ambition de ce site.

En un coup d'oeil

LST est un mouvement de *rassemblement* des plus pauvres pour lutter avec d'autres contre la misère et ce qui la produit. » [Suite ...](#)





DES TEMPS HORS DU TEMPS

Les indispensables solidarités au quotidien

C'est la base de toutes pratiques d'Education Permanente. Les liens se tissent souvent dans un premier temps à travers divers contacts interpersonnels.

A toutes les activités structurées, il faut ajouter tous les temps de rencontre, collectifs ou individuels, de visu ou par téléphone, ou « en visio », qui ont « simplement » pour fonction de créer du lien, rester en contact, ou témoigner d'une solidarité de base au quotidien : visite chez l'un ou chez l'autre, démarches en solidarité pour la recherche de logement, faire valoir des droits, obtenir des aides, un revenu, un emploi, garder la famille unie,... C'est aussi pour certaines personnes et familles un moyen de rester en contact avec l'ensemble du Mouvement. Ces temps, s'ils sont essentiels aux rassemblements ne sont pas « valorisés » dans le cadre des subventionnements « Education Permanente » et CEC.

Ainsi, dans le Hainaut, comme on peut le constater ces deux dernières années, la mobilisation des personnes et des familles reste fragile, vu les réalités de vie particulièrement difficiles de plusieurs personnes et familles. A cela s'ajoutent les difficultés plus structurelles en termes d'organisation et d'animation de certaines rencontres en Education Permanente. Les absences pour cause de maladie au niveau de l'équipe d'animation en est une cause importante. Toutefois des liens avec le Mouvement restent actifs en dehors des activités d'Education Permanente, entre autres par des contacts réguliers avec les personnes avec qui nous sommes en chemin et à travers les modules d'animation et créativité développés par le CEC LST Namur dans la région du Hainaut. Les personnes et familles que nous rencontrons proviennent de diverses communes, Charleroi, Fontaine l'Evêque, Couillet, Anderlues, et de la Basse-Sambre.

Les premiers acteurs du changement, ce sont les plus pauvres. Trop souvent, les combats quotidiens que mènent les personnes et familles, seules, sont étouffés par l'associatif. Trop souvent, les institutions prennent le dessus et s'emparent de leur parole. Les familles ne nous ont pas attendus pour lutter. On rejoint la lutte des plus pauvres. Ce qui nous rassemble, c'est le fait d'être en résistance avec les hommes et les femmes dans leurs combats. C'est important de remettre en évidence la force que les gens doivent développer tous les matins, de rappeler et reconnaître que

« Nous sommes des hommes et des femmes debout ».

Ces combats quotidiens, nous pouvons les reconnaître, les soutenir, et relever le défi de se mettre ensemble. Ces combats individuels sont indispensables pour faire changer les choses. C'est parce que des gens amènent des choix individuels que des dimensions collectives peuvent naître, des gens font confiance en partageant leurs combats individuels en vue d'un changement collectif.

Visite à Fourmies : Un bout de notre histoire pour mieux la comprendre...

Lors de la sortie organisée par Troc et LST le 16 août 2024, nous nous sommes rendus à Fourmies dans le nord de la France. Nous y avons visité l'écomusée du textile et de la vie sociale. Nous y avons redécouvert les conditions de vie déplorables des ouvriers et ouvrières dans ces usines.

Une partie du musée explique aussi en quoi Fourmies est un lieu fondamental des luttes ouvrières, un lieu qui porte les traces de la difficulté du rassemblement.

« Le 1er mai 1891, les ouvriers, surmenés, exploités, organisent une journée de fête familiale, sur le thème de « la journée de 8h ». La municipalité, dont une majorité des élus se compose d'industriels du textile, ont fait appel à l'armée qui a mis fin à cette manifestation festive, en tirant sur la foule, faisant 10 morts et 35 blessés. »



A black and white photograph of a person wearing a white lab coat, holding a glass funnel. The person's face is obscured by the text. The background is a plain, light color.

**ON NOUS
REND
TRANSPARENTS
MAIS NOUS
RÉSISTONS
TOUS LES
JOURS À
LA MISÈRE**

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Le terme même qui introduit et définit cette dernière partie de notre Rapport est surprenant. Soit il termine notre propos dans le sens “tout est dit”, soit il ouvre des portes et des horizons qui nous font découvrir que beaucoup reste à voir et comprendre pour agir.

C’est donc plutôt cette deuxième option qui nous anime. En voyant la rapidité avec laquelle les principes d’un néolibéralisme débridé envahissent le monde, nous ne pouvons qu’être profondément inquiets sur l’avenir de notre planète et de ses habitants.

Au-delà des inquiétudes, il y a nos temps de solidarités et de réflexions collectives qui contribuent à comprendre les enjeux et notre présence dans ce monde.

Comment est-ce possible qu’en toute impunité, des Etats remettent en cause de nombreux principes fondateurs des démocraties tels que la solidarité, le développement et la protection de biens communs, la reconnaissance de droits fondamentaux inaliénables pour assurer une sécurité d’existence des peuples et des personnes? Pourquoi les niveaux élevés d’inégalités dans la répartition des richesses produites nécessitent des contrôles accrus sur les populations, voire une répression en croissance ? De quelles manières les mesures de contrôle et les pénalités à l’égard des populations les plus fragilisées dans le cadre des aides octroyées participent à cette répression ? Comment ces réglementations ordinaires contribuent à banaliser des faits de violences institutionnelles et de discriminations de masse ici ou ailleurs ? En matière sociale et dans le cadre des solidarités structurelles on assiste à des reculs fulgurants.

Autant de réalités qui nous imposent de porter avec d’autres, des luttes et des résistances nourries par nos démarches collectives d’analyse sur nos conditions vie en vue de :

- maintenir vivants et actifs les fondements d’un Etat soucieux du bien commun, et de l’émancipation des populations les plus opprimées,
- développer des solidarités qui contribuent à la réduction des inégalités et assurent une sécurité d’existence pour tous,
- résister aux violences et répressions de toutes sortes, instituées dans le cadre des politiques de gestion des inégalités et de la misère.

S’il s’agit d’une petite pierre pour l’édifice, il nous revient de la poser avec d’autres.

Pour ce chantier, chacun et chacune est important.

LST Juin 2025.

Documents et Lien Utiles

Piqure de rappel : https://www.mouvement-lst.org/documents/2024/Piqure_de_rappel_17_Oct2024_light2.pdf

La tuile : https://www.mouvement-lst.org/publications_1990_tuile.html

Journée mondiale du refus de la misère 2024 : https://www.mouvement-lst.org/2024-10-17_journee_mondiale_refus_misere.html

La transparence : https://www.mouvement-lst.org/documents/2017/2017-10-17_LST_JMRM_Etude_Transparents.pdf

LST - groupe AGORA : <https://www.mouvement-lst.org/agora.html>

LST - actualités 2024 : https://www.mouvement-lst.org/actualites_2024.html

LST - Associations 21 : https://www.mouvement-lst.org/documents/2019/2019-12-11_ServiceLuttePauvrete_RapportBisannuel2018-2019.pdf

LST - suivi du Rapport Général sur la Pauvreté : https://www.mouvement-lst.org/rgp_suivi.html

Ce n'est pas humain ! : <https://www.youtube.com/watch?v=uc8H3VFwgok>



mouvement LST
www.mouvement-LST.org